

FORUM >>>> Bernard Spitz, économiste

L'indispensable réforme de l'Etat

Les sondages sur la réforme de l'Etat (1) se suivent et se ressemblent, avec le même paradoxe à la clé: fonctionnaires et citoyens s'estiment satisfaits de la qualité du service public mais appellent à son indispensable réforme.

Comment expliquer cette urgence paradoxale à changer ce qui est censé fonctionner si bien? Deux raisons apparaissent clairement dans les études: l'incapacité de l'Etat à assurer correctement la gestion de ses personnels, et ce dans tous les domaines, créant ainsi insatisfaction et frustration chez ses propres agents; et la paupérisation du secteur public, incapable de financer des investissements, vivant à la fois mal mais au-dessus des moyens du pays, fragilisant ainsi tant la qualité de son service que sa légitimité.

En un mot, les Français ont beau aimer leur Etat; les agents publics, dans leur immense majorité, ont beau être compétents et dévoués à l'intérêt général: il reste que la machine bureaucratique française est mal gérée, que son rapport coût/efficacité est médiocre, que l'attention qu'elle porte à son personnel est insuffisante et que la qualité de son service s'en ressent et s'en ressentira de plus en plus.

Dans un marché normal, les corrections nécessaires s'appliqueraient en temps réel, pour parvenir à une situation d'équilibre. Le ministère de l'Agriculture verrait ses effectifs fondre avec ceux des agriculteurs et non au rythme de leurs départs à la retraite; le nombre des douaniers diminuerait plus avec l'Europe; la retenue à la source donnerait des marges de manœuvre à Bercy; les nouvelles technologies permettraient de réaliser des gains de productivité massifs partout; la vente de bâtiments et de terrains publics



aujourd'hui inutiles renflouerait l'Etat; l'éducation et la recherche seraient des priorités nationales; le statut de la fonction publique aurait été modernisé depuis un demi-siècle.

Mais l'Etat ne connaît pas cette logique: il déploie son action en fonction de critères édictés par lui seul, généralement hérités du passé, et laisse à ses consommateurs insatisfaits deux options: constater l'impuissance publique ou, pour les plus fortunés, aller chercher à leurs frais, dans l'offre privée, les services qu'ils ne trouvent plus dans l'offre publique.

La France réussit ainsi à combiner deux malédictions: une inefficacité chronique dans sa gestion administrative qui pèse sur ses finances publiques et la compétitivité de son territoire; et

une société duale où l'offre privée de soins, d'éducation, de sécurité et de retraites se développe au profit des mieux nantis.

N'avons-nous rien fait? Si, mais si peu, pendant qu'au même moment le monde occidental dans son ensemble procédait aux réformes de structures nécessaires. Nous sommes les champions de l'analyse et les rois de l'audit, mais l'évaluation effective de l'efficacité des politiques ou de l'utilité des institutions reste un vœu pieux. La décentralisation n'a pas été accompagnée d'un dégonflement des administrations centrales. La course inégale entre les quelques mesures de simplification administrative et ce que le Conseil d'Etat qualifie «d'intempérance normative» suffit à désespérer le citoyen et décourager l'entrepreneur.

Il en reste chez les Français, en dépit des innombrables proclamations d'autosatisfaction des gouver-

Les fonctionnaires, population motivée mais fragile, doivent devenir les agents du changement, à travers l'élargissement de leur liberté de gestion et de leur capacité d'initiative.

nements, un fort scepticisme. La réforme, on en parle, mais on ne la voit ni sur le terrain, ni dans la vie

Douanière. Dans un marché normal, le nombre de douaniers diminuerait plus avec l'Europe. Mais l'Etat ne connaît pas cette logique.

quotidienne. Pis, ceux qui essaient de la mettre en œuvre ont le plus souvent été freinés ou pénalisés.

Voilà pourquoi le mouvement engagé par «le débat national sur les valeurs, les missions et les métiers de la fonction publique» et ce qui s'en suivra est condamné au succès. En cas d'échec ou d'impasse technocratique, le blocage serait dévastateur tant pour l'intérêt général que pour l'état de nos finances publiques. Or rien n'est acquis et la faiblesse syndicale complique les choses. Les fonctionnaires, population motivée mais fragile, doivent devenir les agents du changement, à travers l'élargissement de leur liberté de gestion et de leur capacité d'initiative: bref, leur responsabilisation à tous les niveaux de la chaîne.

Les Français qui tiennent à leur Etat savent que les changements sont nécessaires. Les fonctionnaires sont largement prêts au mouvement, à condition qu'on leur inspire confiance. Alors, qu'attend-on? Les agents publics et la majorité des Français ont compris que le pire mensonge qui leur a été tenu depuis des années est celui du statu quo. Que les partisans de l'adaptation au contexte technologique et international sont les seuls vrais défenseurs d'un Etat moderne et actif. Puisse l'action si souvent annoncée mais si peu engagée ne pas les décevoir une fois de plus, une fois de trop.

(1) Voir l'étude Ipsos d'août 2007 pour l'Observatoire de la fonction publique et l'étude Sofres parue dans *Le Parisien* du 1^{er} octobre.

OPINION >>>> Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen France (1)

Guy Môquet... et les autres

La décision du président de la République de faire lire dans les écoles la dernière lettre de Guy Môquet, jeune otage fusillé pendant la Seconde Guerre mondiale, soulève plusieurs questions.

Tout d'abord, une interrogation de méthode s'impose: faut-il enseigner l'Histoire à travers une histoire individuelle, si bouleversante soit-elle? Quand la télévision privilégie déjà trop souvent les réactions immédiates, les émotions, quand jeux vidéo et Internet confrontent les enfants, dès leur plus jeune âge, à des images et des faits livrés en vrac, l'école devrait au contraire être le lieu de la raison et du savoir ordonné. C'est ainsi que la France restera fidèle à ses pères, de Descartes aux philosophes des Lumières.

Mais, surtout, ce texte soulève une interrogation de fond. En 2007, pouvons-nous encore parler de la guerre sans dire un mot des soixante ans de paix qui l'ont suivie et de l'engagement européen qui a permis de la consolider? Apprendre l'histoire aux enfants, oui, mille fois oui, à condition de leur ouvrir l'esprit sur l'avenir, sur leurs responsabilités de demain et notamment sur l'Europe dont

ils sont les futurs citoyens. Ainsi, pourquoi se borner à évoquer le sacrifice d'un jeune Français sans enseigner que des Allemands du même âge, les Bavarois de la «Rose blanche», ont été exécutés pour avoir distribué des tracts dénonçant courageusement la

Apprendre l'histoire aux enfants, oui, mille fois oui, à condition de leur ouvrir l'esprit sur l'avenir, sur leurs responsabilités de demain et notamment sur l'Europe dont ils sont les futurs citoyens.

politique de Hitler? Pourquoi ne pas leur apprendre que le jeune Altiero Spinelli, emprisonné par les fascistes pendant seize ans, a développé dans son *Manifesto* des idées pour servir la paix, avant de devenir, dans

les années 1980, l'un des plus grands parlementaires européens? Dans son discours de Zurich de 1946, Winston Churchill lui-même a souligné le devoir moral des Français et des Allemands de bâtir une Europe unie. Charles de Gaulle et Konrad Adenauer y ont contribué en ouvrant aux enfants des deux pays les voies de la réconciliation et de la coopération, par la création de l'Office franco-allemand de la jeunesse.

Guy Môquet n'a pas développé d'idées politiques transcendant les épreuves qu'il affrontait. Son sacrifice est noble mais il demeure isolé. Et l'idéologie anticapitaliste, communiste, à laquelle il se rattachait mériterait aussi quelques commentaires pédagogiques: il y a beaucoup à dire sur l'entrée en guerre de l'URSS, sur la pratique du goulag, sur les privations de liberté en Russie et dans toute l'Europe de l'Est, sans parler de la faillite économique de ce système. C'est bien mal préparer les jeunes Français à vivre dans l'Union européenne de demain, cette Union à 27 où les pays rescapés du communisme tiennent toute leur place et qui a fait, depuis 1957, le choix résolu de l'économie de

marché régulée. La nostalgie d'une histoire réduite à sa dimension franco-française n'y est guère de mise.

Dans sa lettre, le jeune Guy Môquet exprime le souhait que sa mort «serve à quelque chose». La lecture du récent manuel scolaire franco-allemand, rédigé pour surmonter les biais nationaux dans l'enseignement de l'histoire, donne au sacrifice de ce jeune homme un autre sens et une autre grandeur.

(1) Auteur de *Le Coq et la perle, 50 ans d'Europe* (Seuil)

LIRE AUSSI p. 2-3 et p. 23.

rfi
paris89fm
www.rfi.fr

Chaque jour à 18h10
du lundi au jeudi

«À LA UNE DE LA CROIX»
Une émission de la rédaction de RFI